



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DEPARTEMENT  
de la HAUTE-SAVOIE

Arrondissement d'ANNECY

**SEANCE DU 13 SEPTEMBRE 2018**

**COMMUNE**

DU

**GRAND-BORNAND**

Membres  
en exercice

19

Le 13 septembre 2018 à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la Commune du GRAND-BORNAND, convoqué le 7 septembre 2018, s'est réuni dans la salle consulaire de la Mairie, sous la présidence de Monsieur André PERRILLAT-AMEDE, Maire.

Présents

14

Présents : MMES, MM. André PERRILLAT-AMEDE, Jean-Michel DELOCHE, Marie-Pierre ROBERT, Didier PERRISSIN-FABERT, Hélène FAVRE BONVIN, Gabriel PERRILLAT-AMEDE, Solange MISSILLIER, Christiane PERRIER, Martial MISSILLIER, Madeleine DAVIET, Anne FOURNIER-BIDOZ, Bertrand PERRILLAT-AMEDE, Nicolas VULLIET, Laëtitia SOCQUET-CLERC.

Votants

18

Absents ayant donné procuration : M. Gilbert FOURNIER-BIDOZ à M. Didier PERRISSIN-FABERT, M. Marc BOSSE à M. Martial MISSILLIER, M. Henri POCHAT-BARON à Mme Solange MISSILLIER, Mme Gaëlle PERRILLAT-CHARLAZ à M. Jean-Michel DELOCHE.

Absente : Mme Sandrine PERRILLAT-MONET.

Mme Laëtitia SOCQUET-CLERC, désignée par le Conseil, prend place au bureau en qualité de secrétaire.

**DEL148/2018** **OBJET : REVISION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE : BILAN DE LA CONCERTATION ET ARRÊT DU PROJET DE REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il a délibéré le 20 mars 2013 pour prescrire la révision du règlement local de publicité (RLP).

Monsieur le Maire rappelle également au Conseil Municipal que la commune est déjà dotée d'un règlement local de publicité, commun avec les communes de Saint Jean de Sixt et de la Clusaz, en vigueur depuis 1999.

L'engagement de la procédure de révision générale est justifié par la nécessité de :

- inscrire l'élaboration du RLP dans les réflexions globales du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en veillant à la cohérence et à la complémentarité des choix, des zonages et des règlements,
- mettre en conformité certaines dispositions du RLP avec le nouveau règlement national de publicité (RNP) suite à l'instauration de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle II »,
- prendre en compte des spécificités locales que le RNP n'englobe pas ;
- prendre en compte l'évolution des matériaux intervenus depuis l'instauration du RLP de 1999.

Monsieur le Maire rappelle que la procédure de révision du règlement local de publicité est engagée de manière conjointe à celle du PLU, s'agissant d'un document destiné à être annexé à ce dernier. Aussi le RLP fait l'objet d'une délibération spécifique tirant le bilan de la concertation de la même manière.

Monsieur le Maire rappelle tout d'abord les objectifs poursuivis par la commune dans le cadre de l'élaboration du RLP, à savoir :

---

### **RAPPEL DES OBJECTIFS EDICTÉS DANS LA DÉLIBÉRATION DU 20 MARS 2013**

- garantir la cohérence globale des enseignes, selon un respect et une identification aux caractéristiques du territoire dans lequel elles s'inscrivent,
- protéger, et de mettre en valeur le patrimoine architectural bornandin, notamment les chalets traditionnels,
- préserver les perspectives paysagères sur les espaces urbains, agraires, montagnards environnants, y compris dans les domaines skiables alpin et nordique, en luttant contre la prolifération des dispositifs publicitaires,
- garantir la cohérence des réglementations en matière de publicité avec les règles d'urbanisme en vigueur (cf. ci-dessous),
- adapter le Règlement à l'évolution des matériaux, du graphisme et de l'éclairage notamment des enseignes et pré-enseignes.

---

Monsieur le Maire précise qu'à ce jour l'ensemble des pièces constitutives du RLP (rapport de présentation, règlement écrit, zonage et documents annexes...) ont été réalisées.

Aussi à cette étape de la procédure le conseil municipal doit :

- tirer le bilan la concertation du RLP,
- arrêter le projet de RLP.

Avant de présenter le bilan de la concertation, Monsieur le Maire rappelle les modalités de la concertation préalable à l'arrêt du projet, telles que fixées dans la délibération prescrivant la procédure de révision du RLP :

*-information par voie d'affichage (avis, délibérations, communiqués),*

*-informations sur les bulletins d'information municipale, en commun avec la révision du Plan Local d'Urbanisme*

*-informations sur le site internet communal dès que celui-ci sera mis en ligne,*

*-information lors des deux réunions publiques de la révision du PLU et organisation d'une réunion publique spécifique pour la présentation du RLP,*

*-information sur le RLP dans les 3 lettres d'information consacrées à la révision du POS en PLU, affichée sur les panneaux municipaux, disponibles en mairie et sur le site internet communal dès que celui-ci sera mis en ligne. Elles seront également insérées dans les bulletins d'information municipale.*

*-un registre de concertation préalable, destiné à recueillir les observations du public durant toutes les phases d'élaboration du RLP, consultable en mairie au service de l'Urbanisme aux heures et jours habituels d'ouverture,*

*Les documents réalisées et validées par le groupe de travail seront mis à disposition du public au service urbanisme en mairie, au fur et à mesure de l'élaboration du document.*

*A l'issue de cette concertation, le maire en présentera le bilan devant le Conseil municipal qui en délibérera. Ce bilan sera simultanément tiré lors de la délibération qui arrêtera le projet de Plan Local d'Urbanisme, s'agissant d'une procédure conjointe.*

Monsieur le Maire présente au conseil municipal le bilan de la concertation associant pendant toute la durée d'élaboration du projet du RLP, les professionnels, les habitants et toutes les autres personnes concernées.

---

## **BILAN DE LA CONCERTATION**

### LE REGISTRE DE CONCERTATION PREALABLE

Le registre a été ouvert par le Maire le 29 mars 2013. Une pochette de courriers a été annexée au registre.

Le registre a fait l'objet d'aucune observation consignée.

### LES COURRIERS RECUS DANS LE CADRE DE LA REVISION DU RLP

À l'exception des personnes publiques associées au travail d'élaboration, la commune du Grand Bornand n'a reçu aucun courrier dans le cadre de la concertation préalable.

### TABLE RONDE AVEC LES PROFESSIONNELS

Une table ronde dédiée aux professionnels a été organisée le vendredi 18 octobre 2013 à l'espace Grand Bo. Elle avait pour objectif de recueillir les observations des acteurs sur les pratiques en matière de publicité et d'enseigne, à partir d'exemples, de situations données et appliquées au territoire. De sorte à permettre une expression la plus libre, les membres du comité de pilotage ainsi que le personnel technique n'ont pas participé à cette séance animée par le bureau d'études en charge de la rédaction du RLP.

La séance a duré quatre heures avec 10 participants conviés préalablement par courrier. Il s'agissait de représentants de la profession agricole, des commerçants, les hôteliers, des artisans, et des fabricants d'enseignes. La séance a commencé par un petit quiz sur le vocabulaire relatif à l'affichage. Puis le bureau d'études a présenté la réglementation nationale suite à la réforme de 2012, laissant la place ensuite à des expressions spontanées sur cette réglementation. Une partie plus approfondie avait pour objectif de recueillir leurs expériences sur l'affichage et de susciter des réactions sur des situations concrètes recensées par le bureau d'études. Enfin, la partie la plus importante a consisté en un échange d'idées autour des réglementations futures.

En conclusion, les représentants des professionnels ont confirmé l'intérêt de la démarche au regard de l'importance pour la commune de garder la main sur son affichage, de pouvoir se différencier selon les activités, et le besoin d'un affichage harmonieux en cohérence avec l'image du territoire. Également confirmée, l'intégration de l'évolution des supports de sorte à ce que le futur RLP soit durable. Des craintes ont été exprimées quant au sentiment de s'interdire plus que sur d'autres territoires, de brider la créativité par des règles trop restrictives et d'avoir une réglementation qui ne puisse pas tenir compte des intérêts de chacun. Des interrogations ont été émises concernant la conciliation des obligations des franchisés avec la future réglementation. Enfin, sur la question d'un éventuel zonage dans le RLP, les professionnels sont restés très réservés, interrogeant la commune sur l'utilité de faire des différences selon les secteurs.

## LA REUNION PUBLIQUE

Une réunion publique dédiée au RLP a été organisée le lundi 6 mars 2017 à l'espace Grand Bo.

Selon le même principe que pour la table ronde, les représentants des professionnels ont été conviés par courrier. La commune a également réalisé un communiqué une semaine avant dans le Dauphiné Libéré, le 27 février 2017. La réunion publique a fait l'objet d'un affichage sur les panneaux municipaux (porte d'entrée de la mairie, affichage sous la Grenette) et l'office du tourisme du Chinaillon le 21 février 2017 ainsi que sur le site internet, le 23 février 2017.

La participation a concerné pour la grande majorité les professionnels, à hauteur d'environ 30 personnes.

Après le rappel de la réglementation nationale, le projet de règlement local de publicité, qu'il s'agisse des enseignes des pré-enseignes et de la publicité a été présenté.

Lors de l'ouverture des discussions, il a été demandé d'étudier la réduction des pré-enseignes dérogatoires de type « produits du terroir », « activités culturelles » à un seul dispositif, selon une distance la plus réduite possible. En pratique, ce point n'a pas pu être confirmé par la suite du fait de l'obligation pour la commune de respecter la loi nationale.

Pour les pré-enseignes dérogatoires de type « manifestations culturelles » et temporaires de type « opérations et manifestations exceptionnelles », il a été convenu de supprimer l'obligation de réaliser un entourage bois ainsi que le RAL gris sablé.

Il a par ailleurs été demandé de statuer sur la question des oriflammes et de les encadrer dans la durée en les restreignant aux lieux où se déroulent les activités de sport et de loisirs (et non les commerces ) et l'événementiel associé.

Concernant les enseignes temporaires signalant des travaux publics et opérations immobilières, il a été demandé d'étudier la possibilité de les réduire à un dispositif et restreindre les informations possibles. Si la réduction a pu être retenue dans le projet, la nature des informations reste soumise au droit national.

Pour les enseignes, il a été également demandé d'étudier la possibilité de restreindre les informations données aux activités et non pas aux produits. Après analyse ultérieure, il s'avère que la nature des informations reste soumise au droit national.

## LES BULLETINS D'INFORMATION MUNICIPALE

*Bornandin Juillet 2013*

Le second article rédigé concernant le plan local d'urbanisme se situe la page 22 à 23 du bulletin d'information municipale. Celui-ci comporte également un chapitre concernant la révision du règlement local de publicité. La commune informe les habitants qu'elle a engagé la révision du RLP et que cette procédure sera réalisée de manière conjointe avec le PLU. L'article ensuite liste les objectifs poursuivis par la commune dans le cadre de cette révision, tels qu'inscrits dans la délibération d'engagement de la révision.

## LES LETTRES D'INFORMATION

Chaque lettre d'information consacrée à la révision du POS en PLU a contenu un article sur la révision du RLP. Dès parution, toutes les lettres d'information ont fait l'objet d'un avis sur les panneaux d'affichage municipaux de la commune (pour un retrait en exemplaire papier en mairie), et ont été téléchargeables sur le site Internet du PLU du Grand Bornand. Elles restent disponibles au téléchargement depuis.

*Lettre d'information n°1 le 5 mars 2014*

Cette lettre d'information du PLU présente dans sa dernière page un long chapitre sur le RLP. Celui-ci explique le rôle du RLP et comment il s'applique. Puis il liste les objectifs poursuivis par la commune dans le cadre de cette révision, tels qu'inscrits dans la délibération d'engagement de la révision. Il précise ensuite comment la révision va être mise en œuvre et comment la population sera impliquée, rappelant les modalités de concertation inscrites dans la délibération initiale. Enfin l'article précise l'état d'élaboration du RLP en évoquant notamment la table ronde réalisée avec les acteurs professionnels en octobre 2013.

### *Lettre d'information n°2 le 24 juin 2016*

Cette lettre d'information du PLU présente en page 2 article sur le règlement local de publicité en expliquant qu'une commission intercommunale regroupant le Grand Bornand, Saint Jean de Sixt, et la Clusaz a été mis en place pour mettre en cohérence des réglementations en matière d'enseigne sur une zone touristique présentant des caractéristiques comparables. Il est rappelé qu'une réunion publique sera spécifiquement dédiée au RLP. La conclusion porte sur la cohérence entre le PLU et le RLP en termes de procédure.

### *Lettre d'information n°3 le 24 aout 2017*

Cette lettre d'information du PLU présente un article entre la page 3 et 4. Elle évoque surtout la réunion publique organisée le 6 mars 2017, concluant à de nombreux échanges qui ont pu permettre de faire évoluer la réflexion.

Cette dernière lettre a été diffusée dans toutes les boîtes aux lettres recensées par la poste.

### SITE INTERNET DU PLU

Le site Internet du PLU a été mis en ligne en juin 2013. Il est décrit dans le bilan de la concertation relatif au PLU. Ce site a notamment mis à disposition des utilisateurs l'ensemble des délibérations passées concernant le règlement local de publicité, ainsi que les lettres d'information contenant des éléments relatifs à la révision du RLP mais également le porter à connaissance des services de l'État.

Au regard de la possibilité d'envoyer un mail grâce à un formulaire en ligne, il convient de noter que celui-ci n'a pas été utilisé au titre du règlement local de publicité.

### INFORMATION PAR VOIE D'AFFICHAGE

L'information par voie d'affichage a été opérée sous la forme d'avis destinés à prévenir les habitants de la tenue de la réunion publique et de la disponibilité des lettres d'informations.

Concernant les 3 lettres d'information, leur affichage en support papier a été réalisé le même jour que la parution des lettres (respectivement le 5 mars 2014, le 24 juin 2016 et le 24 aout 2017), simultanément sur la porte de la mairie, le panneau d'affichage municipal le long du mur de la mairie, et l'affichage municipal sous la Grenette en cœur de village. Les mêmes affiches ont été scannées et mises en ligne sur le site internet du PLU le même jour. Cet affichage est resté 2 mois.

Concernant la réunion publique du 6 mars 2017 :

- l'affichage en support papier a été réalisé le 21 février 2017 simultanément sur la porte de la mairie, l'affichage municipal sous la Grenette en cœur de village et à l'office du tourisme

du Chinaillon. La même affiche a été scannée et mise en ligne sur le site internet du PLU le 23 février 2017.

-cet affichage a été doublé ensuite d'une information sur les panneaux lumineux avant chaque réunion, à savoir le panneau lumineux d'entrée de village à Villavit, et celui installé sur la place de l'office du tourisme.

Ces affichages sont restés jusqu'à la tenue des réunions publiques.

La commune a également réalisé un communiqué une semaine avant dans le Dauphiné Libéré, le 27 février 2017.

### MISE A DISPOSITION DES ETUDES REALISEES

Il est rappelé que le porter à connaissance des services de l'Etat a été mis à disposition en version papier et en version informatique après sa réception par la commune le 30 aout 2013.

Le compte rendu de la table ronde du 18 octobre 2013 avec les professionnels ainsi que le document de présentation de la réunion publique du 6 mars 2017 ont été ensuite mis à disposition du public en Mairie.

### GROUPE DE TRAVAIL

Par ailleurs, il conviendra de préciser que des représentants des professionnels (profession agricole, commerçants, des artisans notamment) ont été invités dès le début aux réunions du groupe de travail du règlement local de publicité, et ont ainsi régulièrement participé.

Aussi, dans le courant des années 2015 et 2016, la commune a engagé une démarche de mise en cohérence du travail d'élaboration du RLP avec les deux communes limitrophes qui partagent à ce jour le règlement local de publicité de 1999 : Saint Jean de Sixt et la Clusaz.

### CONCLUSION

Après lecture du bilan de la concertation, par ailleurs annexé à la présente délibération, Monsieur le maire ouvre le débat sur ce bilan.

Aucune observation n'a été apportée par les membres du Conseil Municipal et Monsieur le Maire referme le débat sur la concertation.

En conclusion, Monsieur le Maire indique que la commune a respecté l'ensemble des modalités de concertation fixées dans la délibération de prescription du 20 mars 2013.

La concertation s'est déroulée de manière satisfaisante tant en ce qui concerne les modalités fixées que la participation de la population.

On peut souligner notamment une participation très constructive dans l'ensemble, notamment les professionnels, lors de la table ronde, des réunions de

travail et de la réunion publique. La commune a également très largement associé les deux communes limitrophes partageant le règlement local de publicité 1999. L'ensemble de ces implications ont nourri les réflexions du comité de pilotage pendant toute la durée des démarches, conduisant au projet de règlement local de publicité ainsi arrêté.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Maire propose donc au conseil municipal de tirer le bilan de la concertation.

---

## **PROJET DE RLP**

Après avoir tiré le bilan de la concertation, Monsieur le Maire présente le projet de RLP dont il s'agit de prononcer l'arrêt.

Le projet de RLP remplit pleinement les objectifs fixés par le conseil Municipal délibération du 20 mars 2013.

Monsieur le Maire présente les caractéristiques du RLP sur le fondement de dossier de RLP annexé à la présente délibération.

Il décrit notamment les principales évolutions réglementaires intervenant depuis l'approbation du RLP en 1999. Le projet de RLP s'avère plus précis dans ses dispositions réglementaires, couvrant de manière plus exhaustive la typologie des enseignes présentes sur le territoire. Aussi, les normes esthétiques sont plus détaillées, et tiennent compte d'un panel de solutions d'affichage intégrant l'évolution récente des matériaux. Cette évolution devra dans tous les cas s'opérer dans la prise en compte des caractéristiques paysagères et architecturales des lieux.

De la même manière, il a également été tenu compte de l'évolution des dispositifs d'éclairage, le règlement préconisant des règles de discrétion des supports, pleinement compatibles avec les normes d'économie d'énergie en vigueur.

Au regard des pré-enseignes dérogatoires et temporaires, le projet de RLP encadre leur nombre (ainsi que le fait déjà le RNP) de sorte à éviter leur prolifération et apporte des normes esthétiques en accord avec les caractéristiques du territoire.

Au regard de la publicité, le projet de RLP s'inscrit dans la continuité du RLP de 1999, dont l'application avait déjà porté des effets très bénéfiques sur le territoire.

Monsieur le Maire ajoute qu'une sectorisation a été introduite concernant les places publiques de l'Eglise et de la Grenette au chef-lieu, interdisant les enseignes perpendiculaires s'avérant peu utiles du fait du contexte urbain (déambulation piétonne). D'autres dispositions spécifiques concernent le patrimoine bâti ancien, dont l'implantation des enseignes devra tenir compte des caractéristiques architecturales remarquables.

---



Monsieur le Maire précise que lors de la mise à enquête publique du projet de RLP, de manière conjointe avec le PLU, l'ensemble du dossier sera complété des avis émis par les collectivités ou organismes associés à la procédure ou consultés en ce cadre.

Après avoir rappelé les objectifs de la procédure, tirer le bilan de la concertation, Monsieur le Maire présente le projet de RLP. Il rappelle que la totalité des pièces du projet de RLP a été mise à disposition du Conseil municipal à partir du lundi 10 septembre 2018 jusqu'à la présente séance du conseil municipal.

Il propose ensuite au conseil municipal de tirer le bilan de la concertation et d'arrêter le projet de RLP, sur la base du dossier annexé à la présente délibération avant sa transmission aux personnes publiques associées.

Le Conseil Municipal,

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L 581-14, L 581-14-1 et R 581-72 et suivants,

VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L 123-6 à L 123-18 et R 123-15 et suivants,

VU la délibération du 16 mai 2012 prescrivant la révision du POS en PLU et définissant les objectifs de la révision ainsi que les modalités de la concertation,

VU la délibération du 20 mars 2013 prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité et définissant les modalités de la concertation,

VU la délibération du 22 mai 2014 modifiant la délibération du 20 mars 2013 concernant le comité de pilotage du RLP,

VU le projet de règlement local de publicité avec toutes les pièces qu'il comporte (rapport de présentation, règlement et annexes),

Considérant la présentation des modalités de la concertation, et le bilan de celle-ci, établi conformément à l'article L. 103-6 du Code de l'urbanisme, et entendu l'exposé de ce bilan, ci-annexé,

Considérant que le projet de RLP est prêt à être arrêté, et transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à son élaboration ainsi que, à leur demande, aux communes limitrophes et établissements publics de coopération intercommunale, directement intéressés, la commission départementale de la nature, des sites et des paysages (CDNPS) selon les principes édictés par les articles L.153-16 et L.153-17 du code de l'urbanisme ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE ET TIRE le bilan de la concertation sur le règlement local de publicité, à l'unanimité,

ARRETE le projet de règlement local de publicité de la commune du Grand Bornand tel qu'il est annexé à la présente, à l'unanimité,

DECIDE que le projet de règlement local de publicité arrêté sera soumis pour avis :

- à l'Etat (Préfet de Haute-Savoie) dans le cadre de la commission départementale de la nature, des sites et des paysages,
- à l'ensemble des personnes publiques associées à la révision du règlement local de publicité, conformément à l'article L.153-16 du code de l'urbanisme ;
- à la société de remontées mécaniques du Grand Bornand
- selon les dispositions de l'article R.153-6 du code de l'urbanisme :
  - aux chambres d'agriculture, de commerce et d'industrie, et des métiers et de l'artisanat.
  - à l'institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
  - au centre national de la propriété forestière
- à leur demande, selon les dispositions de l'article L.153-17 du code de l'urbanisme :
  - aux communes limitrophes ;
  - aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés ;
- à leur demande, selon les dispositions de l'article L.132-12 du code de l'urbanisme :
  - les associations agréées (usagers ou protection de l'environnement) qu'elles soient définies par décret en conseil d'État ou en vertu de l'article L.141-1 du code de l'environnement.

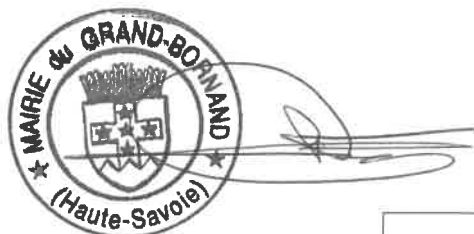
DIT que l'arrêt du RLP est effectué de manière conjointe à l'arrêt du PLU, le RLP étant annexé au PLU, et que les deux documents feront l'objet d'une enquête publique également conjointe.

AUTORISE Monsieur le Maire à exécuter la prend délibération et notamment, à signer tous documents de type administratif, technique ou financier relative à cette opération, à l'unanimité,

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet et sera affichée pendant un mois en mairie, conformément à l'article R.153-3 du code de l'urbanisme.

Le projet de RLP tel qu'arrêté par la présente délibération, est tenu à disposition du public en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture et également consultable sur le site Internet du PLU (en tant que pièce annexe), dès sa mise à jour.

Le Maire  
André PERRILLAT-AMEDE



Acte certifié exécutoire le .....	18/09/2018
Télétransmis en Préfecture le .....	17/09/2018
Notifié ou publié le .....	18/09/2018

Le Maire,

